

NOUVELLES DU MEXIQUE

(Supplément au numéro 15)

Sixième Rapport Annuel présenté au Congrès Fédéral le 1^{er} Septembre 1958, par le Président des Etats-Unis du Mexique M. Adolfo Ruiz Cortines

PAR l'entremise de votre Assemblée, je remplis pour la sixième et dernière fois le devoir constitutionnel d'informer le Peuple Mexicain en ce qui concerne la situation générale de notre Administration Publique.

Dans les rapports des années précédentes, j'ai essayé de décrire l'œuvre réalisée chaque année par les Mexicains. J'avais basé celui de l'an dernier sur l'expérience acquise au cours de cinq années de Gouvernement, sur des conceptions et sur des réflexions qui me paraissent d'une actualité telle que j'emprunterai, aujourd'hui, littéralement les mots que j'avais employés à cette occasion.

Tout d'abord, j'exprime ma gratitude émue au peuple mexicain pour le constant, l'enthousiaste et le ferme concours qu'il a apporté au Gouvernement, dans les tâches ardues et chaque jour plus complexes que réclame l'incessant progrès du Mexique.

Six ans d'efforts multiples du peuple mexicain en collaboration étroite et sincère avec son gouvernement. J'ai dit le peuple et non pas l'Administration, car c'est bien le peuple qui a obtenu les résultats profitables à la Nation. En effet, que pourrait faire celle-là sans la compréhension, la confiance active, émouvante, de la collectivité ?

Dans mes autres rapports, j'avais fait connaître dans les détails toutes les activités gouvernementales. Je me suis écarté aujourd'hui de cette méthode, dans le but de mettre l'accent sur les faits les plus importants et de réduire les dimensions de ce document, en vous invitant à vous reporter, pour plus ample informé, aux mémoires de chacun des Services de l'Etat. Je tenterai de compléter la description de ce qui a été réalisé au cours de l'exercice administratif clos hier, par un examen sommaire de ce qu'il nous a été donné d'exécuter au cours de l'actuel sexennat.

J'espère que le pays pourra trouver, à chaque chapitre du présent Rapport, un abrégé de ce que les Mexicains ont réalisé au cours de la période partant du 1^{er} lécem-

bre 1952, ainsi qu'une notion suffisamment claire de ce qu'il reste encore à exécuter.

Grâce à ces bilans périodiques, qui donnent par-dessus tout une idée de l'ampleur de l'effort collectif, nos compatriotes acquièrent une plus nette conscience de la voie dans laquelle ils avancent. Pour notre part, cette route n'a pas toujours été d'un accès facile. Néanmoins, nous foulons maintenant un terrain plus ferme, plein de promesses. La Nation s'est relevée, jour après jour, par son travail persévérant. Travail et persévérance sont les garanties les plus effectives de l'existence humaine face à son propre destin et face au destin commun.

Au cours de ce sexennat, nous avons eu la chance de commémorer d'une manière splendide le Centenaire de la Constitution Politique de 1857 et d'exalter le sens profondément humaniste de la Pensée Libérale Mexicaine ainsi que de célébrer le quarantième anniversaire de la Constitution de 1917, qui nous régit et qui a transformé la structure juridique, sociale, politique et économique nous permettant de jouir des libertés les plus pures et de poursuivre notre marche ascendante vers la réalisation de nos buts nationaux.

Rendre seulement hommage à tant d'héroïsme et de gloires de notre passé et ne pas affronter avec courage les problèmes de l'actualité ni accroître notre foi vigoureuse dans l'avenir, serait un peu comme instaurer un conformisme stérile, incompatible avec la volonté inébranlable des Mexicains, décidés à atteindre leur plus grand bien-être en surmontant les obstacles, en aplanissant les difficultés et en préparant l'avenir. Or, bien que cela paraisse hyperbolique, préparer l'avenir c'est, en quelque sorte, commencer à le faire. Ce qui est nécessaire, nous devons le rendre possible et le réaliser inlassablement et intégralement.

Il nous faut continuer d'aller de l'avant, toujours de l'avant, par notre effort quotidien, incessant, systématique. Dans les campagnes, dans les villes, dans les usines, à l'école, dans les instituts d'enseignement supérieur, au foyer, partout où l'on travaille, en somme, le Mexique

U. P. 5139 sig

a œuvré avec la plus grande énergie et, parfois, avec les meilleurs résultats. En regard de chaque chiffre, vous devez imaginer l'esprit qui a animé la tâche, les sommes que l'Etat a investies, le résultat final. Les chiffres ont leur éloquence à cause de la pensée qu'ils révèlent. Ils sont le point de jonction entre le peuple et ses institutions : du peuple, qui donne les ressources morales et les moyens financiers, et du gouvernement qui les transforme en biens fonctionnels pour le bien commun. C'est ce que prouve l'examen des données que je vais vous présenter. Dans chacune d'entre elles l'habitant du Mexique peut et doit retrouver son propre labeur, son effort quotidien, quelle que puisse être son activité. La somme de son action, ajoutée à celle de tous ses concitoyens, arrive au résultat imposant de ce qui a été fait pour la Nation. Mais je dois convenir, parce que j'en suis certain, qu'il est quelque chose de supérieur aux chiffres les plus éloquents : c'est l'âme du Mexique, une âme toujours plus profondément consciente de son devoir.

Notre population actuelle est évaluée à 33 millions d'habitants. Elle augmente chaque année de près d'un million d'âmes (3 %). L'urgence de poursuivre les gros investissements réclamés par le progrès social et économique du pays, des circonstances d'ordre météorologique, l'instabilité des prix de nos exportations et la répartition, encore injuste, du revenu national, ont empêché de relever le niveau de vie dans les proportions que nous aurions souhaité. Les grandes masses souffrent encore de la pauvreté, de l'ignorance et de l'insalubrité. Et, tant que ces masses n'avanceront pas en même temps que le reste du pays, il nous faudra le répéter : nous aurons fait bien peu, en vérité, tant que cette promesse essentielle n'aura pas été tenue.

Nous devons conquérir graduellement cet objectif supérieur — le développement du Mexique et le bien-être de chacun des Mexicains — sans copier nul modèle étranger. En avance sur d'autres pays, dans la recherche de l'abolition des méthodes inhumaines et antisociales, le Mexique a établi une formule de coexistence qui renforce l'unité nationale et consolide les institutions démocratiques, met l'action de l'Etat en harmonie avec les libertés humaines, équilibre les facteurs de la production et concilie le progrès économique et la justice sociale.

Notre Révolution de 1910 a été la première de ce siècle à apporter les transformations politiques, sociales et économiques que nous avons converties, en 1917, en une Grande Charte qui nous trace la voie à suivre par le Mexique.

L'année en cours a été, pour les Mexicains, une année de confirmation et de définition : de confirmation, parce que les valeurs que nous exaltons en 1957, en rendant hommage aux éminents législateurs de 1857 et de 1917, ont continué d'orienter notre pensée et de guider notre conduite ; de définition, parce que ce fut une année d'élections du Pouvoir Législatif et du Pouvoir Exécutif. L'ardeur exemplaire qui a présidé à la campagne électorale, la conscience nettement démocratique avec laquelle nos concitoyens se sont rendus aux urnes en plus grand nombre que jamais, ainsi que la capacité politique démontrée par la femme mexicaine en tant qu'électrice, sont des faits encourageants. Le pays a choisi une fois de plus la liberté. Et il a opté pour la liberté, parce qu'il en était pleinement convaincu. Une fois encore, l'opinion nationale a renouvelé sa foi dans les idéaux et dans les principes consacrés par la Constitution de 1917. Exercé dans le cadre du respect de nos lois, le vote est venu les renforcer dans leur essence.

En raison de leur portée particulièrement symbolique, il me faut souligner cette heureuse coïncidence de deux forces humaines qui se complètent : la rénovation et la continuité. Le Pouvoir Exécutif, dont le mandat prendra

fin le 30 novembre prochain, expose, dans ce rapport, la situation dans laquelle se trouve l'Administration Publique aux membres d'un Pouvoir Législatif qui assume les responsabilités dont l'a chargé le peuple souverain. Dans d'autres pays, en d'autres temps, de semblables confrontations — entre un passé récent et l'avenir proche — pouvaient entraîner de longues controverses et, parfois, des schismes profonds. Chez nous, grâce à la confiance accordée par le peuple à l'œuvre des gouvernements issus de la Révolution, le dialogue s'établit aussitôt et en toute cordialité. Les générations politiques se succèdent, mais notre Mexique, notre Patrie, poursuit son ascension par l'effort conjoint des Mexicains.

Le Mexique progresse. Et, quand je dis le Mexique, je ne pense pas seulement à l'expression géographique ou à la formation historique que constitue notre pays. Je pense à la volonté de justice, d'indépendance et de liberté, qui est la conquête la plus appréciable de notre histoire, dans le cadre de cette expression géographique. De cette volonté ennoblie par tant de sacrifices, le peuple nous a fait les dépositaires parce qu'il nous sait loyaux à ces principes qui nous sont chers, avec un esprit qui s'illustre lui-même par la fidélité de chaque individu à la vocation commune.

Tout comme je l'ai fait dans mes précédents rapports, j'exposerai dans celui-ci non seulement les réalisations positives, mais encore les obstacles qui se sont dressés sur notre chemin, afin que, les connaissant, la conscience publique s'apprête à les surmonter. Je continue de croire que, pour un peuple comme le nôtre, qui a prouvé la grandeur de son esprit dans ses luttes multiples, il n'est point de meilleur stimulant que la voix de la vérité. Et mon œuvre publique tout entière a été inspirée par le désir de mériter la confiance et l'estime de mes concitoyens.

CHAPITRE I

POLITIQUE INTERIEURE

AU début du mandat qui m'a été conféré par le peuple, j'assurais que la continuité de notre destin historique et la satisfaction des aspirations collectives exigeaient la fidèle observance de la Constitution de 1917, riche fruit de nos grandes luttes pour la liberté — l'Indépendance, la Réforme et la Révolution — et résumé des aspirations des Mexicains.

Nous avons fait tous nos efforts pour remplir cette mission, car la Nation a des convictions bien définies sur l'ordre politique, le progrès basé sur le travail commun et la justice sociale. Les libertés d'expression, de croyances, de la presse, du travail, de critique à l'égard du Gouvernement ont été strictement maintenues, sans autres limitations que celles stipulées par la loi, c'est-à-dire le respect de la vie d'autrui, de la morale et de la paix publique. Ces libertés, qui font partie des garanties individuelles et sociales, constituent le fond de notre forme démocratique de Gouvernement, selon laquelle les Pouvoirs Publics émanent du peuple et ont été institués pour son profit exclusif.

Fidèles à notre histoire, nous avons rempli notre devoir en rendant un culte permanent à ceux qui ont forgé la Patrie par leur énergie, leurs vœux et même par leurs sacrifices : Hidalgo et les insurgents qui ont lutté pour

l'Indépendance ; Morelos et les précurseurs qui ont posé les principes juridico-politiques d'un Mexique libre dans la Constitution d'Apatzingán ; les hommes de 1824, qui ont conçu notre République dans la Constitution Fédérale ; Juárez et les leaders du libéralisme mexicain, qui ont fixé les droits de l'homme dans la Constitution de 1857 ; Carranza et les révolutionnaires, qui ont consacré les garanties individuelles et sociales régissant notre existence, dans la Constitution de 1917. Tous ont bien mérité de la Patrie et, par leur perpétuel souvenir, ils continuent à nous servir de guides.

Les rapports entre l'Exécutif et les autres Pouvoirs de l'Union, ainsi qu'avec les Gouvernements des Etats, se sont caractérisés par le respect mutuel des attributions constitutionnelles qui leur sont propres et par une coopération fructueuse.

Le 6 juillet dernier ont eu lieu les élections législatives ainsi que celle du Président de la République, qui prendra ses fonctions le 1^{er} décembre prochain. Des mesures avaient été prises en temps opportun, en vue de la préparation de cette consultation et de l'exercice du droit de vote dans une liberté absolue. Pour remplir leurs devoirs civiques, 10.443.465 citoyens s'étaient inscrits, dont 4.649.983 femmes.

Des élections ont eu lieu également pour renouveler les Gouverneurs des Etats de Nayarit, Yucatán, Morelos, Tabasco et Chiapas ; les Députés locaux dans le Nayarit, Tamaulipas, Colima, Chiapas, Querétaro, Sonora, Nuevo León et Coahuila ; et les Conseillers Municipaux du Coahuila, Chiapas, Guanajuato, Hidalgo, México, Morelos, Nayarit, Nuevo León, Tamaulipas, Querétaro et Sonora.

Permettez-moi, Messieurs les Députés et Sénateurs, de faire quelques considérations sur les récentes opérations électorales : le peuple y a participé dans une attitude exemplaire et, conscient de sa responsabilité civique, il a émis sa décision démocratique dans un climat d'ordre, de légalité et de ferveur civique, sans aucune violence, sereinement, en pensant aux intérêts supérieurs de la République. Nos femmes — avec le sens traditionnel du devoir, par leur exemple d'abnégation et de travail, avec leur caractère de fidèles gardiennes de la famille et du foyer — ont participé pour la première fois à une élection présidentielle et législative, en prouvant une claire conscience civique. Lorsque l'exercice des droits politiques leur a été accordé, bien des gens se sont montrés sceptiques, mais elles, avec cette constance qui marque tous leurs actes, ont mis en évidence qu'elles étaient indispensables pour les tâches que réclame l'épanouissement complet de notre pays. Les bureaux de vote de juillet font honneur au Mexique et à notre progrès démocratique parce qu'ils ont révélé l'intérêt du peuple et sa foi absolue dans les institutions créées par sa volonté souveraine.

Le Congrès de l'Union a approuvé divers projets de loi qui lui avaient été adressés par l'Exécutif et dont les plus importants sont : Réformes et Amendements à la Loi Organique instituant le Pouvoir Judiciaire de la Fédération ; Amendements à la Loi Générale sur les Etablissements de Crédit et les Organisations auxiliaires ; Décrets fixant les bases sur lesquelles l'Exécutif Fédéral est autorisé à accorder la garantie du Trésor Mexicain pour les opérations de prêt effectuées avec la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement ; Décret modifiant celui portant création de la Direction des Pensions Militaires ; Amendements à la Loi Organique des articles 103 et 107 de la Constitution Générale de la République ; Amendements à la Loi Organique relative aux Pouvoirs Judiciaires de la Fédération ; Loi Organique relative au Conseil des Ressources Naturelles non Renouvelables ; et d'autres textes de caractère financier ou fiscal.

Notre politique démographique (migration, tourisme, départs saisonniers vers les Etats-Unis de nos travailleurs agricoles, colonisation par des compatriotes) est constamment révisée en vue de son amélioration.

Le droit d'asile, orgueil de notre pays, a été soumis à des épreuves dont il est sorti indemne, et a été reconnu d'une manière générale aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

L'importance du tourisme s'est reflétée de façon croissante dans la vie économique, sociale et culturelle du Mexique. Sur le plan international, il a rendu possibles une meilleure compréhension et une plus solide amitié avec les autres peuples. Le tourisme local permet à nos compatriotes de mieux connaître leur pays, ses possibilités et ses ressources. Le tourisme étranger a augmenté, en 1957, de 11 % par rapport à l'année précédente, et, durant le sexennat, il s'est accru en moyenne de 9 %. Le Fonds de Garantie et d'Encouragement au Tourisme — dont le capital initial est de 50 millions de pesos — participe maintenant au développement de cette branche. Il est également encouragé par des mesures légales et administratives, ainsi que par la propagande. L'exploitation du tourisme qui est en grande partie entre les mains des entreprises privées — réclame une meilleure coopération des sociétés aux plans gouvernementaux.

La cinématographie a continué de progresser, fermement soutenue par le Gouvernement de la République. Elle tient un rang de premier plan dans le panorama mondial.

Sur la base de la convention internationale en vigueur, 344.156 travailleurs ont obtenu un visa de sortie, de septembre 1957 à fin juillet dernier, et 358.118 sont rentrés, au terme de leur contrat. On a fourni du travail à 33.233 ouvriers agricoles, ce qui a entraîné une sérieuse régression de l'émigration clandestine. Les causes de ce problème ardu et aux aspects multiples, qui affecte aussi bien la collectivité que le Gouvernement, sont connues. Un plus grand nombre de travaux d'intérêt public et des conditions plus favorables au développement économique du Mexique et, par là, de nouvelles occasions de travail, diminueront les départs de nos compatriotes. D'autre part, il est évident que les offres d'emploi deviennent de plus en plus nombreuses chaque année — de 350.000 à 400.000 — et par conséquent, l'initiative des hommes d'affaires est de plus en plus indispensable pour créer de nouvelles sources de travail.

Le peuple du Mexique a répondu à l'appel que je lançais en décembre 1952, en créant, au cours de cet exercice constitutionnel, 5 000 Comités de Modernisation et d'Equipement qui ont collaboré avec les Municipalités aux travaux qui leur incombent : dans le domaine moral, au profit de la coexistence humaine ; sur le plan civique, en donnant de l'impulsion à notre progrès ; et, sur le terrain matériel, en coopérant aux travaux effectués par les Communes, sans autre intérêt que le bien commun.

Le Parquet du Procureur Général de la République et celui des tribunaux du District Fédéral et des Territoires ont demandé que la justice soit rendue avec célérité et équité, conformément aux attributions qui leur sont assignées par la Constitution.

*
**

Les Territoires de Quintana Roo et de Basse Californie sont une réserve démographique pour la Nation.

Les programmes fédéraux de voies de communication, de modernisation maritime et de colonisation contribueront, en facilitant leur incorporation, au développement culturel, social et économique du Mexique.

*
**

Les problèmes des services publics que requiert le District Fédéral sont sérieux et de plus en plus complexes tant en raison de l'accroissement considérable de la population (7 % chaque année, soit 5 millions d'habitants) qu'en raison des conditions hydrologiques du bassin de la Vallée de México. Des travaux ont été entrepris de toute urgence, en 1953, en vue de répondre aux demandes énormes en eau de la population, et pour diminuer les effets préjudiciables des affaissements incessants de la ville de México — autre problème capital — qui entraînent de graves dommages, notamment les inondations.

Tout le monde sait que, pour résoudre ce problème, un plan d'intervention immédiate — plan soumis à l'approbation du Conseil de Développement et de Coordination de la Production Nationale — est en cours d'application, qui comporte un projet de financement à long terme, que nous devons réaliser entre nous tous, principalement les classes aisées les plus directement intéressées, et en prenant toujours soin de ne pas grever les petits propriétaires, mais, nous le répétons, les classes possédantes. La propriété urbaine dans le District Fédéral est évaluée actuellement à environ 80 milliards de pesos.

En 1953, on disposait de 13.500 litres d'eau à la seconde ; à la fin de cette année, nous en aurons 22.000. Le montant des investissements pour le captage et la distribution, au cours de l'exercice 1957-1958, a été de 66 millions. Pour le sexennat, il s'est élevé à 318 millions de pesos. En prévision de la nécessité croissante d'obtenir de l'eau en plus grande quantité, il a été établi un projet de captage des eaux du Chalco (4.000 litres à la seconde) et du Haut Amacuzac (12.000 litres à la seconde) qui pourraient commencer à être exécutés en 1959.

Les ouvrages hydrauliques en vue de réduire les affaissements et de canaliser les eaux usées et de pluie ont coûté 35 millions cette année. Pour le sexennat, les sommes dépensées ont atteint 347 millions de pesos.

Dix-sept marchés ont été construits, pour une somme de 40 millions de pesos. Au cours du sexennat, il en a été édifié 80, pour un montant total de 380 millions, y compris le grand marché de La Merced. Ont été bâties 44 écoles (coût : 18 millions de pesos), ce qui porte leur nombre à 128 (50 millions de pesos) pour le sexennat. Il a été dépensé 138 millions de pesos au cours du sexennat (17 pour l'exercice en cours) en immeubles et travaux pour les services publics (Assistance Publique, Police Générale et celle de la Circulation, Pompiers). L'équipement et les agrandissements des Abattoirs et des Frigorifiques ont absorbé 70 millions. Il a été investi 25 millions de pesos dans des parcs et jardins pendant le sexennat. Pour la construction, la reconstruction et l'entretien d'avenues, de chaussées et passages à niveau, il a été investi 72 millions pour l'exercice 1957-1958. Au cours du sexennat, 408 millions (y compris 194 pour de nouvelles artères) ont été dépensés.

Le plan de rééquipement des transports de voyageurs est en cours d'exécution ; il s'agit d'un autre problème capital du District Fédéral, qui est ardu et fort complexe.

Il a été investi 60 millions de pesos dans la Cité des Sports, qui sera achevée en octobre.

Les travaux d'entretien du Lac de Xochimilco — qui a failli disparaître — ont été terminés. L'usine de traitement des eaux usées a commencé à fonctionner et, grâce au dragage des canaux, on a obtenu en moyenne une profondeur de 2 m 50. Il en a coûté 13 millions de pesos. Le Lac de Xochimilco, si caractéristique de notre pays, et qui offre un intérêt tant artistique que social et économique, sera définitivement conservé par les travaux qui y ont été exécutés.

La Colonne de l'Indépendance, qui garde les restes des Insurgents, a été restaurée pièce par pièce, de même que la statue de l'Ange de l'Indépendance. L'emblème de nos libertés se dresse de nouveau, depuis le mois dernier, au-dessus de la colonne.

L'historique Place de la Constitution, lieu évoquant la fondation légendaire de la vieille Tenochtitlán et de l'ancien Anáhuac, est depuis de longues années le point de rassemblement du peuple mexicain qui vient y honorer la Patrie, lors des grandes fêtes nationales, notamment le 15 septembre, le Jour du « Grito de Dolores ». C'est pour ces raisons qu'elle a été transformée et magnifiquement embellie cette année.

Il a été employé 218 millions de pesos — au cours du sexennat — à l'amélioration des cités-ouvrières dans lesquelles vit un million d'habitants. On a dépensé 70 millions de pesos pour l'adduction d'eau potable ; 62 pour la distribution d'eau, le réseau d'égouts et les collecteurs ; 38 pour le pavage ; 16 pour l'éclairage des voies publiques ; 21 pour 59 écoles ; et 11 pour 1.600 immeubles abritant 9.600 personnes. La remise aux usagers a déjà commencé, à des prix réduits et sous forme de patrimoine familial.

Les recettes du Département du District, qui étaient de 399 millions de pesos en 1953, sont passées à 810 millions en 1957 et à 454 millions au cours du premier semestre de cette année (56 de plus que pour la même période de 1957). Le passif de 303 millions, provenant de 1952, a été apuré et complètement liquidé.

CHAPITRE II

POLITIQUE ETRANGERE

NOTRE politique étrangère a suivi la nette voie traditionnelle du Mexique. Cette politique éprouvée par l'histoire, qui a trempé l'esprit du peuple, reflète fidèlement ses convictions, lesquelles ne conçoivent point la paix sans la liberté, ni la liberté sans la garantie de la justice.

Nous ranimons constamment notre foi dans la capacité de l'homme pour trouver des solutions pacifiques aux problèmes internationaux les plus difficiles du présent et de l'avenir. C'est pourquoi, par notre conviction désintéressée de la justice sociale, nous stimulons et renforçons les principes d'action internationale pour le progrès économique, social et culturel de tous les peuples, afin qu'ils puissent atteindre, par une compréhension mutuelle et dans la concorde, les buts élevés qui sont réservés à

l'espèce humaine du fait de sa responsabilité dans l'usage de la raison et dans la vigueur de son esprit.

Le problème de la paix dépend essentiellement des progrès qui peuvent être faits dans la voie du désarmement universel. Nous avons parlé pour la première fois de la question du désarmement en 1953 ; nous exposions alors qu'il ne saurait y avoir de tranquillité ni de concorde sous la menace suspendue au-dessus de l'humanité par la course aux armements, mais que, par contre, la voie reste ouverte pour la paix organique à laquelle nous aspirons, du moment qu'il existe un climat de sécurité et de confiance résultant d'un désarmement noblement conçu et honnêtement exécuté. Conformément à cette attitude inaltérable du Mexique, nous n'avons pas épargné le moindre effort, lors des différentes Assemblées des Nations Unies, pour encourager toute conciliation possible quant au désarmement universel.

L'action du Mexique dans le cadre de l'Organisation des Etats Américains a été basée sur les principes de la coexistence interaméricaine et sur l'encouragement et le développement du progrès social et économique de nos peuples.

Nous avons participé à des efforts collectifs tendant à fixer le régime de la mer, ainsi qu'à ceux destinés à divulguer et à encourager l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Le droit d'asile politique a été soumis à des épreuves, dont il est sorti indemne, et a été entièrement reconnu aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger. Nous avons intensifié les échanges culturels et commerciaux avec d'autres pays.

Les relations internationales du Mexique n'ont subi aucun heurt. Nos rapports quotidiens avec tous les Gouvernements amis, sur le Continent Américain et au dehors, — en particulier avec nos voisins, les Etats-Unis d'Amérique du Nord, dont le Gouvernement est représenté par le Président Eisenhower, ami du Mexique, qui en fournit la preuve chaque fois qu'il le peut — ont été caractérisés par un large esprit de coopération cordiale dans toute question offrant un intérêt commun et un profit réciproque. Nous n'avons nul problème avec quel-
qu'Etat que ce soit, qui n'ait été ou ne puisse être résolu par la compréhension et le respect mutuel.

CHAPITRE III

DEFENSE NATIONALE ET MARINE

L'ARMEE, la Marine et les Forces de l'Air progressent toujours dans la voie d'une discipline exemplaire, de l'honneur et de la loyauté, qui sont ses caractéristiques, en perfectionnant toujours leur esprit et leurs capacités professionnelles pour le meilleur accomplissement de la haute et honorable mission dont la patrie les a chargées.

196.000 soldats du contingent (classe 1938) sont passés dans la réserve de l'Armée et de la Marine ; 253.000 appelés de la classe 1939 ont été incorporés dans les corps de troupe et services.

Au cours de ce sexennat, les encouragements équitables et constants offerts aux Mexicains ayant embrassé la carrière des armes, se sont traduits par l'amélioration de leur condition morale ainsi que de leur situation pro-

fessionnelle et financière : augmentation du fonds d'épargne pour les hommes de troupe ; relèvement annuel de la solde pour tout le personnel de l'Armée, des Forces de l'Air et de la Marine ; perception d'une prime annuelle ; fourniture d'uniformes chaque année, aux officiers généraux, supérieurs et subalternes, trois fois aux hommes de troupe et deux fois aux officiers supérieurs et subalternes des corps de troupe ; augmentation des rations de la troupe ; relèvement des pensions de retraite ; sécurité assurée aux familles, lors du décès de tout membre des forces armées ; indemnité aux parents des membres des compagnies de défense rurale décédés ou devenus inaptes au service ; suppléments de solde régionaux pour les militaires étudiant dans les écoles militaires de la République ou à l'étranger, en vue de parfaire leur instruction professionnelle.

A partir d'aujourd'hui, les soldes de la troupe et les prêts des hommes du contingent, dans l'Armée, les Forces Aériennes et la Marine, sont relevés de 20 % et la solde des officiers généraux, supérieurs et subalternes de 15 %.

Le tableau d'avancement ordinaire pour l'année 1957 a été suivi de promotions, et celui de 1958 est en cours de préparation.

Les dossiers de demandes de mise à la retraite sont en cours de liquidation.

Au cours du sexennat, les pensionnés militaires ont perçu une somme globale de 178 millions de pesos, dont 43 alloués à 10.000 bénéficiaires pendant l'exercice 1957-58.

Les prêts hypothécaires se sont élevés à 23 millions, au cours du sexennat, dont 7 pendant l'exercice 1957-58.

Les polices d'assurance-vie des militaires représentent 9 millions de pesos pour le sexennat, dont 2 pour l'exercice en cours.

En 1957-58, 4.061 soldats du Service Militaire Volontaire, 31.392 jeunes appelés, 2.773 membres des Corps de Défense Rurale et 1.451 parents d'hommes de troupe, soient 39.677 individus, ont appris à lire et à écrire. Si l'on y ajoute les 84.836 illettrés instruits au cours des années précédentes, nous obtenons un total global de 124.513 individus ayant appris à lire et à écrire pendant l'Administration actuelle.

Au cours du sexennat, le Service de Santé Militaire a hospitalisé 49.000 militaires et 35.059 de leurs parents, alors que pendant le seul exercice 1957-58, le nombre d'hospitalisations a été respectivement de 11.500 et de 6.480. Pendant le sexennat, 623.000 militaires (108.000 en 1957-58) et 299.000 membres de leurs familles (60.000 en 1957-58) ont été soignés chez eux. Le Service Pro-Fils du Soldat s'est occupé de 82.000 cas au cours du sexennat (22.000 pendant l'exercice 1957-58).

La construction de logements pour les hommes de troupe et leur famille se poursuit, et 53 millions de pesos y ont été investis au cours du sexennat (11 millions pour l'exercice 1957-58).

Au cours du sexennat, il a été acheté pour 262 millions de pesos d'équipements, d'armes, de munitions, de véhicules et d'avions (pour 72 millions en 1957-58).

L'Armée, la Marine et les Forces Aériennes ont prêté un concours efficace à l'exécution de travaux d'intérêt collectif : reboisement, routes, secours d'urgence à diverses localités, et autres tâches de caractère civique et social pour lesquelles elles avaient été requises. Il est juste de souligner que le paysannat faisant partie des

Corps Armés de Défense Rurale, a apporté lui aussi sa collaboration efficace à des travaux d'intérêt collectif.

CHAPITRE IV

POLITIQUE SOCIALE

LES buts de notre politique sociale sont : améliorer la santé des hommes et des femmes du Mexique, les instruire, élever leur culture et leur offrir un système de sécurité qui les protège en cas de maladie, d'infirmité, de vieillesse et de décès, leur faciliter l'accès de logements confortables et à loyers modérés ; et sauvegarder leurs droits ainsi que ceux des travailleurs.

Pour la salubrité et l'assistance publique on a disposé, au cours de l'année 1957-58, de 389 millions de pesos sur les fonds budgétaires, plus 56 millions procurés par la Loterie Nationale et 20 par les particuliers. 2.286 millions, au cours du sexennat : 411 fournis par la Loterie Nationale et 128 par les particuliers.

La campagne contre le paludisme, dont le programme couvre la période 1956-1960, protège contre ce mal 17 millions d'habitants. Depuis 1956 le Gouvernement lui a affecté la somme de 130 millions de pesos dont 50 pour 1957-58. Cette campagne a été organisée en accord avec l'Organisation Mondiale de la Santé. Les campagnes nationales contre les maladies épidémiques se sont poursuivies avec des résultats de plus en plus efficaces.

L'Association de Protection de l'Enfance, dans son admirable effort a augmenté le nombre des repas scolaires quotidiens, passant du chiffre de 18.000 en 1952 à celui de 150.000 cette année dans le District Fédéral. Cet important service destiné à l'enfance est actuellement étendu au reste de la République, sous le patronage des gouvernements, d'institutions et de particuliers.

En 1952 on comptait 396 maternités et, en 1958 il en existe 925. En 1952 le nombre des garderies d'enfants était de 118 ; actuellement 322 sont en service.

Au cours du sexennat, 315 hôpitaux furent construits — un par semaine — avec une dépense de 57 millions de pesos. 189 furent terminés en 1957-1958, pour une somme de 13 millions de pesos. En 1952, nous comptons 20.000 lits dans des institutions gouvernementales, et 31.000 maintenant. Actuellement, le total des lits, y compris ceux des institutions gouvernementales et privées, s'élève à 47.500. On a commencé, de plus, la construction de maisons de repos pour convalescents. Ce programme sera étendu graduellement au reste du pays. Au cours du sexennat, ont été terminés 44 Centres de Santé, 6 Cliniques pour les employés et 9 pour les instituteurs, pour un total de 41 millions de pesos ; au cours de l'année, 27 Centres de Santé et une Clinique ont été terminés, pour un prix de 3 millions de pesos.

Dans les œuvres du Centre Médical, qui ont été commencées en 1955, on a investi 189 millions de pesos fournis par la Loterie Nationale, dont 28 millions au cours de cette année. L'Hôpital Général a fait l'objet de travaux et a obtenu des équipements pour 21 millions de pesos — dont 6 millions venus de particuliers. Le total pour cette année est de 6 millions.

Le Programme du Bien-être Social Rural a été commencé en 1953 avec 4 Centres pour 16.835 personnes. Il en compte actuellement 502 comprenant 4.400 loca-

lités et 6 millions de personnes. Au cours du sexennat, 89 millions de pesos ont été attribués. De cette somme, les paysans ont fourni, ce qui est digne d'éloges, 46 millions de pesos. En 1955, le Programme du Bien-être Social Urbain a été entrepris : 45 Centres fonctionnent déjà pour le bien-être de 431.000 personnes.

*
**

La Sécurité Sociale opérait, en 1953, dans 9 Entités Fédératives ; depuis 1958, elle fonctionne dans toute la République ; en 1953, la population couverte par les assurances était de 1.141.000 personnes ; elle assure actuellement 2.564.000 personnes, y compris 219.000 paysans.

139 cliniques sont actuellement en service ; en 1953, il en existait 42. On a ouvert également 87 cliniques rurales. On comptait 19 hôpitaux avec 1.698 lits en 1953 ; nous en avons actuellement 105 avec 7.410 lits. L'investissement total, en constructions et équipements, au cours du sexennat, a été de 242 millions de pesos.

Les investissements de la Sécurité Sociale en construction d'habitations pour les travailleurs ont permis d'édifier, au cours du sexennat, 6.168 habitations qui reçoivent 31.000 personnes. Les loyers de la moitié d'entre elles sont inférieurs à 100 pesos mensuels. L'investissement, pour ces constructions, a été de 161 millions de pesos.

En faveur de la femme on a fondé : 73 maisons pour assurées sociales, dans lesquelles 107.000 femmes reçoivent des enseignements pratiques, des services et prestations en faveur du foyer ; 364 sociétés pour assurées ; 36 missions médico-sociales, 45 centres d'initiation culturelle et 23 centres de diffusion pour non assurées. L'investissement a été de 5 millions de pesos et l'entretien annuel de ces différentes fondations s'élève à 13 millions de pesos.

Les rentrées de l'Institut ont été de 299 millions de pesos en 1952 et, en 1958, elles se sont élevées à 1.039 millions de pesos. On estime que, à la fin de cette année, les réserves actuarielles et de prévision, qui étaient de 383 millions en 1953, s'élèveront à 1.342 millions de pesos.

La Sécurité concernant les maladies générales et la maternité est incluse, depuis 1957, dans les prévisions actuarielles.

*
**

En 1952, la Direction des Pensions en avait alloué 6.000, comportant une dépense annuelle de 18 millions de pesos. En 1958, le nombre s'est élevé à 13.000 pensions avec une dépense annuelle de 51 millions de pesos.

Au cours du sexennat, 3.500 habitations, d'un prix de 147 millions de pesos, ont été terminées ; elles reçoivent 17.000 personnes. Il a été accordé 10.000 prêts hypothécaires, pour un total de 315 millions de pesos.

La somme de 43 millions fut versée à 10.000 pensionnés militaires durant l'exercice 1957-1958. Pour tout le sexennat, le total est de 178 millions de pesos.

Le Fonds de Pensions est actuellement évalué à 1.074 millions de pesos.

*
**

Un autre problème de la plus haute importance sociale et économique est constitué par le petit nombre d'habitations confortables et à loyer modéré. Pour y faire face, et avec la plus grande célérité, on a encouragé et orienté l'action privée et, pour sa part, le Gouvernement

a destiné les fonds dont il disposait à la construction de ces habitations. Les résultats obtenus sont les suivants :

La Direction des Pensions a construit, au cours du sexennat, 3.500 habitations ; le prix en a été de 147 millions de pesos ; ils abritent 17.000 personnes. Elle a accordé 10.000 prêts hypothécaires à des travailleurs de l'Etat, pour un total de 315 millions de pesos.

La Sécurité Sociale a investi 31 millions de pesos en 1957-1958. Au cours du sexennat, 161 millions dans 6.000 logements, dont ont bénéficié 31.000 personnes. 77 % de ces logements ont un loyer mensuel inférieur à 150 pesos.

La Banque Nationale de Crédit Hypothécaire a construit 1.400 logements pour une dépense de 43 millions de pesos, et a accordé des crédits pour 4.000 maisons déjà construites, pour un total de 107 millions de pesos.

L'Institut National du Logement, dans 20 Entités Fédérales et dans des terrains fournis par les Gouvernements locaux, a construit 4.000 habitations ; la dépense a été de 24 millions de pesos et le nombre des bénéficiaires de 20.000.

La Banque de l'Armée et de la Marine a investi au cours du sexennat 6 millions de pesos en habitations et a accordé des crédits hypothécaires pour un montant de 23 millions.

Le Département du District Fédéral a construit 1.600 maisons pour un prix de 11 millions de pesos.

L'investissement total en habitations au cours du sexennat a été de 837 millions de pesos.

*
**

Au cours de cette année, le budget de l'Education est de 1.345 millions de pesos (3.700.000 pesos par jour ; il était, en 1953, de 1.400.000 pesos).

En 1957-1958, la construction des écoles a absorbé 54 millions de pesos. Au cours du sexennat, 14.000 nouveaux postes d'instituteurs furent créés. On a construit et amplifié 2.606 écoles, pour un prix de 285 millions de pesos. Grâce à cela, l'enseignement a pu être étendu, par roulement, à 664.000 enfants de plus.

En dépit de tels efforts accomplis, la situation actuelle de l'enseignement primaire se présente comme suit : les enfants d'âge scolaire dans l'ensemble du pays s'élèvent à 7.400.000 ; 2.900.000 sont inscrits dans des écoles fédérales et un million et demi dans des écoles des Etats, municipales et privées. Au total, 4.400 enfants. Trois millions d'enfants, y compris ceux des communautés indigènes — je le dis avec grande tristesse — sont donc restés en marge de l'enseignement.

La demande de personnel technique dans les niveaux correspondant à notre processus industriel est chaque jour plus importante. Aussi réalise-t-on un effort exceptionnel pour impartir ce type d'enseignement. En 1953, le budget de l'Institut Polytechnique National a été de 26 millions de pesos et, cette année, de 63. On construit actuellement les bâtiments prévus pour la Cité Polytechnique de Ticomán et Zacatenco, avec pour 1958, un budget de 20 millions de pesos. Dans le reste de la République, on a 8 Centres Technologiques. On en construit actuellement un à Zacatepec et un autre à Mérida.

A l'Université Nationale, qui a reçu en 1953 un subside de 13 millions de pesos, furent destinés, en 1958, 50 millions de plus. En 1953, l'aide fédérale aux uni-

versités, instituts et centres de culture supérieure des Etats fut commencée, avec 4 millions de pesos. En 1958, on a pu y ajouter 21 millions. En améliorant ses services et son enseignement, la province contribue mieux à retenir ses travailleurs spécialisés. A cette fin, le Gouvernement Fédéral s'est efforcé, d'année en année, de soutenir davantage les Gouvernements des Etats.

L'Institut des Beaux-Arts propage avec la plus grande efficacité la haute culture dans la République.

L'Institut de la Jeunesse — qui compte aussi les non-étudiants — élève et améliore le civisme, la culture, l'activité sportive et une plus grande préparation au travail parmi les jeunes.

Il faut souligner l'attitude digne et exemplaire des organisations de travailleurs qui ont offert leurs salles syndicales pour y installer des cours. Cette noble attitude doit être imitée par d'autres institutions sociales. L'ouvrier mexicain a montré la voie.

Nos écoles ont la plus haute mission à remplir : créer dans l'esprit des élèves la solidarité indestructible qu'exigent les intérêts primordiaux de la Patrie, en les préparant à la démocratie, à la liberté et à la justice, dans le but de réaliser les grandes tâches qu'exigent l'amélioration générale des Mexicains et la grandeur nationale.

Les tâches éducatives incombent au Gouvernement et à la collectivité en général, mais, surtout, aux parents et aux instituteurs. Aucun effort ne doit être négligé. Je désire manifester une fois de plus ici que les tâches des parents et des instituteurs entraînent d'exceptionnelles responsabilités devant eux-mêmes et devant la Patrie. Tous et chacun, dans leur sphère et dans n'importe quelle circonstance, doivent enseigner invariablement par leur exemple, en élevant leurs propres capacités, en épurant leurs vertus civiques, et en prouvant que leur conduite n'a pas d'autre but que celui de servir, avec dévouement, efficacité et loyauté, les nobles intérêts que la Nation leur confie. Ce sera là la meilleure orientation pour leurs enfants et pour les jeunes qu'ils doivent guider vers leurs destinées.

L'attitude des étudiants implique, également, de grandes responsabilités. Ils doivent être les émules de leurs parents, profiter de l'enseignement que leur donnent leurs maîtres et répondre, par leur conduite, aux sacrifices de leurs parents, et du peuple qui contribue à la plus grande partie de leur instruction. Toute déviation à cette ligne de conduite, lèse non seulement leurs propres intérêts, mais aussi l'accomplissement de leurs devoirs envers leurs familles et la collectivité.

La campagne contre l'analphabétisme est aussi de la plus grande importance pour l'intérêt national car, en dépit de ses buts altruistes et désintéressés, un sur deux de nos compatriotes continue à ne savoir ni lire ni écrire. L'Etat et la collectivité tout entière doivent multiplier leurs efforts jusqu'à ce qu'ils aient atteint ce noble idéal. Tant qu'il y aura un analphabète, tous les Mexicains seront en dette envers la Patrie.

Les missions culturelles, les centres d'entraînement indigénistes continuent leur tâche en vue de l'amélioration de la vie dans les communautés indigènes au moyen de voies de pénétration, de travaux de salubrité et d'enseignement concernant l'agriculture et l'élevage, la construction d'écoles et l'action éducative.

Depuis plusieurs années les Gouvernements révolutionnaires ont insisté avec ténacité sur la nécessité de voir la collectivité générale coopérer largement à la solution du grand problème éducatif national. La construction d'écoles, à partir de 1944, a été accueillie avec grand

enthousiasme national et on a obtenu, alors, une collaboration économique à cet effet. De 1948 à 1952 l'apport des particuliers a été de 60 millions de pesos, auxquels se sont ajoutés 15 millions des institutions officielles. Au cours du présent sexennat, les particuliers ont contribué pour 75 millions de pesos. Le Comité Fédéral a investi 285 millions de pesos.

La campagne d'alphabétisation — commencée en 1944, accueillie avec un énorme enthousiasme par la collectivité — a obtenu la coopération des citoyens pour enseigner à lire et à écrire ou pour payer des maîtres qui puissent le faire, avec un apport en numéraire qui est allé jusqu'à 2.500.000 pesos. Plus tard, cet enthousiasme s'est atténué, en dépit des efforts officiels afin que la coopération ne diminuât pas et fût même développée.

Il est indispensable — il s'agit d'un impératif civique — que les particuliers, soit par la voie des Comités pour l'Amélioration Morale, Civique et Matérielle, des patrons ou comités ou de quelque autre façon, ainsi que les institutions, groupements sociaux, entreprises industrielles, commerciales et bancaires, organisent systématiquement leur coopération économique. Le Ministère de l'Education orientera la technique à suivre, en respectant l'autonomie des particuliers pour un investissement qui rendra le plus grand bien à la Nation.

Quoique nous devons toujours compter avec le nombre élevé d'enfants qui chaque année sont encore sans écoles, et avec le pourcentage élevé de l'analphabétisme — données négatives auxquelles j'ai déjà fait allusion —, grâce à l'amélioration générale des conditions de vie de la population, des nouvelles techniques de travail et des moyens modernes de diffusion — presse, radio et cinéma, action éducative, arts et sports — le niveau de la culture générale est bien supérieur à celui d'il y a quelques années et notre peuple continue à se caractériser comme l'un de ceux dont les racines sont les plus profondes et dont l'expression culturelle et spirituelle est la plus vivace.

*

**

La politique du travail que le Gouvernement s'est tracé depuis le premier décembre 1952, a continué à agir pour atteindre un plus juste équilibre entre les patrons et les travailleurs, en conciliant les intérêts des uns et des autres, en agissant avec prévoyance, en aplanissant les obstacles et en obtenant des solutions pacifiques, car notre conviction profonde est que c'est d'un honnête équilibre entre les possibilités des travailleurs et les possibilités des entreprises et de l'application de l'esprit de justice de nos lois du travail que dépend le progrès industriel social et économique de la République.

Le résultat de cette politique — pour la réalisation de laquelle nous comptons fermement sur la coopération des ouvriers et des patrons — a été le développement du processus d'industrialisation et l'amélioration constante des conditions de vie des travailleurs. Et cela, sans aucune diminution de leurs droits. Le droit de grève que garantit notre Charte demeure inchangé comme sont demeurés inchangés les préceptes tutélaires de nos lois.

Au cours du sexennat ont été révisés les contrats collectifs des industries minière, sidérurgique, pétrolière, de production et de distribution d'énergie électrique, téléphonique, de production cinématographique, de présentation et distribution de films, de la radio et de la télévision, des travaux portuaires, des transports terrestres et maritimes, de construction d'œuvres fédérales, du textile dans ses différentes branches, du caoutchouc et du sucre, et d'autres encore. Au cours de telles révisions les travailleurs obtinrent des améliorations de traitements.

Aux fonctionnaires ont été accordés cette année une nouvelle augmentation — à partir du mois d'août —

et un reclassement des catégories budgétaires. Les traitements des instituteurs, surtout de ceux dont le niveau est le plus bas, ont été améliorés, et des ajustements de classification ont été opérés.

Le Gouvernement est certain — je le répète — que les travailleurs du Mexique, et surtout ceux organisés, repousseront avec esprit patriotique les sollicitations d'individus ou de groupes étrangers à l'intérêt national qui s'efforcent de les pousser à abandonner leur attitude de responsabilité. Ma conviction profonde est qu'ils continueront à agir de la sorte car, au-dessus de tout autre intérêt, ils verront l'intérêt suprême de la Patrie. Telle doit être la règle de tous les Mexicains.

*

**

La Réforme Agraire continue à être l'instrument le plus efficace de la renaissance de la vie rurale de notre peuple. Nous avons exécuté cette réforme, inspirés par le sentiment de justice sociale dicté par nos lois, non seulement en restituant les terres à ceux-là auxquels doivent aller ses bénéfices et en redistribuant la propriété foncière afin de déraciner l'héritage de servitude des *latifundia* et du régime des anciennes *haciendas*, mais en les incorporant à un concept général de développement et de progrès de la vie sociale, culturelle et économique des paysans.

Lejido et la petite propriété sont les piliers qui soutiennent notre économie agricole. Pour la renforcer, nous avons multiplié la construction de chemins vicinaux, le crédit, la conservation des sols en amplifiant les moyens d'irrigation, en généralisant l'usage des engrais, des fertilisants et des graines sélectionnées, nous avons établi des prix de garantie, encouragé l'industrialisation des produits, développé l'électrification des communes, l'éducation rurale, les écoles pratiques et professionnelles, l'aviiculture, l'apiculture et l'élevage, les granges collectives, l'introduction de l'assurance agricole et de la sécurité sociale. En somme, je le répète, nous nous sommes efforcés le plus possible d'élever le niveau général de vie du paysan, en lui créant une nouvelle mentalité d'effort et de progrès et de meilleures possibilités pour lui et les siens.

En 1957-58 furent prises 273 Ordonnances de restitution dotation et extension de terres *ejidales*, qui couvrent 454.000 hectares au bénéfice de 13.000 paysans, et 13 Arrêtés sur la confirmation de terrains communaux, d'une superficie de 70.000 hectares. Au cours du sexennat furent pris 2.000 Décrets Présidentiels qui s'étendirent à 3.500.000 hectares et à 57.000 paysans.

L'application continue de la Réforme Agraire de la part des Régimes de la Révolution a — cela est naturel — fait diminuer les superficies pouvant être affectées. Depuis le 6 janvier 1915 à ce jour 43.500.000 hectares de terre ont été distribués aux paysans et 2.593 Décrets Présidentiels ont été exécutés, pour l'octroi de 4.545 millions de mètres cubes d'eau destinés à l'irrigation de 467.000 hectares, ainsi que 2.693 Décisions d'Accession portant sur 4.546 millions de mètres cubes d'eau pour l'irrigation de 468.000 hectares.

CHAPITRE V

POLITIQUE ECONOMIQUE

Le panorama économique national, tel qu'il se relète dans les données de base ici exposées, montre que le Mexique a pu dominer les adversités qui se sont présentées au cours du sexennat, aussi bien dans le domaine

intérieur qu'extérieur, adversités auxquelles notre peuple, comme toujours tout au long de son histoire, a fait face par des efforts constants et une foi inébranlable.

La récession économique des Etats-Unis, la plus importante depuis la Deuxième Guerre Mondiale, paraît avoir atteint, selon les indications qui nous parviennent, à un point qui indique, non seulement la stabilité mais encore la récupération. Cela constituera un meilleur marché pour nos exportations, et le renforcement de nos autres rentrées. Comme, par ailleurs, nos perspectives agricoles sont bonnes, nous sommes en droit d'espérer que s'intensifie notre progrès économique, lequel, l'année passée, avec un produit national de 103 milliards de pesos a vu diminuer son rythme à 4 % par rapport au 7 % qu'il avait atteint en 1956. Il est encourageant de penser que quoique ce sexennat ait été affecté par deux récessions internationales — celle de 1953-1954 et l'actuelle — ainsi que par de nombreuses sécheresses et autres calamités physiques, le taux annuel moyen d'accroissement de notre production — dans les quatre années qui ont suivi la fixation du cours actuel du peso — ait été de 7 %, supérieur au double de l'augmentation de notre population, et plus élevé que celui de la période 1939-1952 qui avait été celle de plus grand progrès économique de notre histoire.

De nombreux secteurs sociaux souffrent encore de carences séculaires. Les alléger en développant la consommation a été l'idée base de la politique économique du Gouvernement, car je suis fermement convaincu de ce que le progrès économique pourra être accéléré seulement dans la mesure où il libérera notre peuple de la pauvreté ainsi que le postulent les principes de la Révolution Mexicaine.

Le Gouvernement a sciemment augmenté les dépenses non productives à la campagne et les approvisionnements en marchandises de consommation courante, car il a estimé que la justice sociale l'exigeait, ainsi que la conviction qu'aucune structure économique ne peut se développer si l'on ne protège le pouvoir d'achat des masses. Les soldes, salaires et prestations des travailleurs publics — y compris, depuis 1954, la compensation de fin d'année — ont augmenté en moyenne de 300 millions de pesos à chaque exercice budgétaire. Le salaire réel dans les principales industries, après rajustement des prix, s'est élevé de 25 %. Au cours du sexennat, le salaire du travailleur aussi bien public que privé a augmenté à un rythme plus rapide que le revenu national et que le coût de la vie. Cela est prouvé par la consommation toujours plus grande d'aliments, de vêtements, de chaussures et de biens durables destinés au foyer, ainsi que par la construction d'habitations. La participation des salaires dans le revenu national fut de 26 % en 1952 et de 33 % en 1957.

Le progrès économique a été équilibré, au cours du sexennat. Le volume de la production agricole a augmenté de 6 % par an en moyenne en dépit des adversités auxquelles j'ai déjà fait allusion ; celui de l'industrie de 8 %. L'investissement national a été de 15 milliards de pesos en 1957. Les investissements privés, par suite du climat favorable créé par le Mexique, ont été de 10 milliards.

On a continué à hiérarchiser l'investissement public, pour son meilleur rendement, pour sa plus grande productivité et pour le bien collectif.

A la fin de cette année, l'investissement public aura atteint pour le sexennat 25 milliards de pesos. Cet investissement a été réalisé avec des ressources du Gouvernement (42 %), avec les biens des organismes et entreprises de l'Etat (29 %), et avec des crédits de l'intérieur et de l'extérieur (29 %). Le financement intérieur (13 %) a été obtenu, sans que les opérations du Trésor avec la Banque du Mexique aient fait augmenter la circula-

tion monétaire. L'excellent crédit dont jouit le Mexique à l'étranger a permis d'obtenir les 16 % restant.

La Dette Publique — y compris les avals des institutions officielles — est de 10 milliards de pesos en chiffres ronds : 4 de dette intérieure, 3 1/2 de crédits à la charge de la « *Nacional Financiera* » et 2 1/2 de la dette directe extérieure. La Dette Publique du Mexique représente 10 % du produit national, proportion très basse si on la compare à celle d'autres pays.

La politique suivie par les autorités monétaires dans le contrôle du volume du crédit bancaire a été l'une des causes de la stabilité de l'économie mexicaine au cours des quatre dernières années, et nous devons la maintenir à tout prix.

Notre économie continue à se diversifier, et le volume de nos exportations dénote une nette tendance à la progression ; sans doute, la baisse des prix mondiaux a-t-elle provoqué une détérioration de nos échanges, qui a continué à se manifester au cours du premier semestre de cette année. Cette circonstance — à laquelle il faut ajouter des importations extraordinaires de maïs (un million de tonnes) que nous avons été obligés de faire — ainsi que l'augmentation de nos achats d'essence et de produits raffinés pour la zone du Nord, ont fait que, durant l'année 1957, la réserve de la Banque du Mexique a baissé de 28 millions de dollars. Le solde défavorable des opérations commerciales a été compensé, en très grande partie, par les rentrées dues au tourisme et aux virements de capitaux qui nous ont été favorables. La Banque Nationale pour le Commerce Extérieur a continué à fonctionner de façon efficace. L'Exécutif a décrété en avril dernier un relèvement modéré des taxes à l'importation, qui fut en moyenne de 5 % *ad valorem*, aussi bien pour compenser les rentrées fiscales affectées que pour réduire de façon substantielle le volume accru de nos importations.

Le pays dispose d'éléments pour que la situation économique s'améliore dans les prochains mois. Nous avons ramené notre réserve de maïs à 500.000 tonnes. La valeur des produits de consommation courante (maïs, blé, riz, haricots) en stocks à la C.E.I.M.S.A. (*Compañía Exportadora e Importadora Mexicana, SA*) représente un milliard de pesos. Les nouvelles installations de *Petróleos Mexicanos*, qui viennent d'être mises en service, ont réduit de 66 % le volume de ses importations d'essence et de produits raffinés auxquels il a déjà été fait allusion. Les exportations de soufre seront supérieures de 350.000 tonnes à celles de l'an dernier et nos rentrées provenant du tourisme accusent une augmentation de 6 % par rapport à l'exercice précédent.

En dépit des facteurs défavorables ayant influencé notre balance des paiements, en 1957 et en 1958, le montant total de nos réserves d'or et de devises à la Banque du Mexique était de 386 millions de dollars au 29 août dernier. Le mouvement de redressement de la réserve monétaire — laquelle baisse, on le sait, pour des raisons saisonnières, tous les ans, de février à juillet — se poursuit. La prochaine Administration entrera en fonctions avec un volume de devises supérieur à celui dont disposaient les précédents gouvernements.

**

Au cours de l'exercice 1957-1958, la production industrielle a progressé de : 13 % pour le fer et l'acier ; 12 % pour le bâtiment ; 11 % pour le ciment ; 11 % pour le papier ; 10 % pour le pétrole et ses dérivés ; 10 % pour le verre ; 8 % pour l'énergie électrique ; 7 % pour les voies de communication ; 7 % pour l'industrie minière et 6 % pour les produits manufacturés. Les revenus du tourisme et des transactions frontalières se

sont accrus de 16 %. De 1952 à 1958, la production de pétrole et ses dérivés a augmenté de 49 % et l'industrie manufacturière de 40 %. Certaines progressions ont été considérables : le papier, 60 % ; le fer et l'acier, 80 % ; le verre, 110 %.

La *Nacional Financiera* a continué de soutenir l'expansion des services publics et des industries de base. Ses financements sont passés de 3.737 millions de pesos en 1952 à 8.361 millions de pesos en juillet dernier. L'intégration des Hauts Fourneaux du Mexique sera achevée cette année par le chemin de fer d'*El Oro* (Coahuila) aux mines de *La Perla* (Chihuahua) et par le pipe-line d'Escobedo (Nuevo León) à Monclova. Au début de l'an prochain sera terminée la seconde tranche des travaux d'agrandissement des ateliers de la *Constructora de Carros de Ferrocarril* de Ciudad Sahagún (Hidalgo) — qui a sorti 4.700 wagons jusqu'à présent — et l'on pourra fabriquer, avec des techniciens et des ouvriers mexicains, des voitures de chemin de fer en tous genres, y compris des wagons de voyageurs, avec 75 % de matériaux nationaux. Les nouvelles installations d'*Ayoitla Textil* ont doublé leur capacité. A la fin de cette année, la manufacture de papier de Tuxtepec, l'usine d'engrais de Monclova et la fabrique d'insecticides de Salamanca seront mises en service.

*
**

La capacité de production de courant électrique de la Commission Fédérale et des sociétés privées est — actuellement — de 2.500.000 kilowatts. La Commission et l'*Eléctrica* de Chapala en fournissent 1.100.000 kilowatts, dont 65 % ont été mis en service au cours du sexennat. Des travaux sont en cours pour obtenir 760.000 kilowatts de plus. La Commission a investi dans les travaux 425 millions de pesos pour le présent exercice et 1.800 millions de pesos au cours du sexennat.

Une usine-pilote de 3.500 kilowatts a été achetée pour Pathé (Hidalgo), qui utilisera la vapeur d'eau du sous-sol.

En 1957-1958, 145 localités (300.000 habitants) ont été électrifiées et, au cours du sexennat, 627 (1.500.000 habitants).

*
**

L'industrie pétrolière a fait des progrès importants et continus. Au cours du sexennat, la consommation d'essence s'est accrue de 57 %, celle de kérosène de 80 % et celle de diesel de 126 %. La demande de ces produits s'accroît avec notre expansion démographique, agricole et industrielle.

Les réserves du sous-sol, qui étaient de 2.300 millions de barils en 1953, sont passées à 3.500 millions en 1958.

La capacité de raffinage est passée de 197.000 barils par jour en 1952 à 330.000 en 1958.

En 1957-1958, le marché national a consommé 71.500.000 barils de produits transformés, et il a été exporté 12.500.000 barils de produits semi-ouvrés. La moyenne des importations de pétrole qui était au maximum, en mai 1957, de 51.000 barils par jour, a été réduite cette année à 18.500. Au cours du sexennat, il a été exporté 115 millions de barils, principalement de combustible, et il a été importé 48 millions de barils de produits raffinés.

Petróleos Mexicanos ont effectué, en 1957-1958, des investissements capitalisables pour 1.524 millions de pesos. Le total des investissements, au cours du sexennat, s'élève à 5.700 millions de pesos. Ciudad Pemex et les usines d'Azcapotzalco ont déjà commencé à produire.

Pour favoriser le développement de *Petróleos Mexicanos*,

500 millions de bons stabilisés ont été émis, conformément au plan, non inflationniste et exclusivement mexicain, que j'avais annoncé l'an dernier. Le reste du plan est graduellement en cours d'exécution.

Le développement agricole et industriel du pays dépend essentiellement de l'énergie fournie par le pétrole. L'industrie pétrolière est donc un facteur capital pour notre progrès et elle réclame la coopération sans réserve des travailleurs du pétrole, dont les salaires ont été relevés le plus possible. La Nation a déposé ce précieux patrimoine entre leurs mains et dans celles de l'Administration de *Petróleos Mexicanos*.

*
**

L'industrie minière — activité historique du Mexique depuis l'ère coloniale, et qui à partir de mai 1956 a été touchée par la baisse des prix mondiaux, notamment en ce qui concerne le plomb, le zinc et le cuivre — a été soutenue et développée opiniâtement.

Le Pouvoir Exécutif a proposé et le Congrès a approuvé la loi autorisant l'allocation d'avances à long terme, grâce à laquelle l'exploitation minière a été soutenue par de nouveaux investissements. Les avances accordées, provenant des taxes à la production et à l'exportation sur les métaux, se sont élevées à 150 millions de pesos de septembre 1957 à août dernier, et à 720 millions pour l'ensemble du sexennat. Le Mexique demeure le premier des pays producteurs d'argent.

La production de soufre est toujours en progression : on en extrayait 500.000 tonnes en 1955 et l'on évalue à 1.200.000 tonnes la production de 1958.

Pendant tout le sexennat, nous avons couru le risque, parfois imminent, de voir les Etats-Unis relever les taxes à l'importation sur le plomb, le zinc et le cuivre. Jusqu'à présent, les pays producteurs ont pu obtenir, grâce à l'amicale compréhension du Président Eisenhower, que cette décision soit laissée en suspens. Ce mois-ci se tiendra à Londres une conférence entre les pays producteurs de ces trois métaux, en vue de la recherche de formules pratiques pour en stabiliser les prix. Nous espérons qu'une solution équitable à ce problème compliqué sera trouvée.

Fomento Minero accorde toujours son aide aux petits exploitants de mines — 12.500.000 pesos en 1957-1958. Ce Service a monté à Hidalgo (pour 10 millions de pesos) une usine pour le traitement des « jales » et, à Saltillo, une fabrique du superphosphates. Elle a acheté dans l'Isthme, pour 31 millions de pesos payables en 15 ans, une soufrière qu'elle exploitera au profit de la Nation.

Le Conseil des Ressources non Renouvelables a dépensé 16 millions de pesos pour dresser l'inventaire de nos minerais. La Commission de l'Energie Nucléaire a effectué des recherches d'uranium dans divers Etats de l'Union et elle est en train d'établir son programme de préparation du personnel technique.

*
**

En 1953, nous avons commencé à appliquer un programme en vue d'augmenter la production agricole et le cheptel, pour répondre à la demande croissante de matières premières et de denrées indispensables à l'alimentation du peuple, ainsi que pour relever le niveau de vie de nos milieux ruraux.

La campagne 1957-1958 se présente comme suit : la récolte de blé a été de 1.275.000 tonnes, dont un million a été destiné à la consommation nationale et le reste à l'augmentation de nos stocks. Le Mexique a toujours

importé du blé ; en 1952, nous en importions encore 439.000 tonnes ; mais, à partir de 1957, nous avons assuré notre consommation et, aujourd'hui, au lieu d'importer, nous pouvons exporter près de 300.000 tonnes d'excédents. Nous avons récolté 450.000 tonnes de haricots et l'on évalue la production des semailles actuelles à 500.000. Le maïs a produit 4.500.000 tonnes. Nous avons dû en importer 1.000.000 de tonnes pour répondre aux demandes grandissantes de l'industrie, de l'élevage et de l'aviculture. On évalue la récolte en cours à 5.500.000 tonnes, qui suffiront. Il ne faut pas oublier que le maïs — notre aliment de base — reste soumis aux contingences climatiques, car il est cultivé en grande partie (80 %) dans des terrains non irrigués. La récolte de sucre a atteint 1.130.000 tonnes, dont 950.000 pour la consommation nationale, 120.000 pour l'exportation et 60.000 pour le stock de prévision. La production de coton représente 2.300.000 balles (250.000 de plus que pour la campagne précédente). Le café a donné 1.837.000 sacs ; les oléagineux 1.250.000 tonnes.

En résumé : les récoltes de blé, de coton, de café, de riz, de sucre, d'oléagineux et de fruits ont été les plus importantes que l'on ait obtenu jusqu'à présent au cours de notre histoire agricole.

Les Banques de Crédit Agricole et Communal ont alloué pour 1.355 millions de pesos d'avances, pendant cet exercice, et pour 6.260 millions au cours du sexennat.

La production forestière est évaluée à 2.500.000 mètres cubes pour 1957-1958, et à 10.500.000 pour le sexennat. Élément vital irremplaçable, la forêt influe d'une manière bienfaisante sur le climat ; elle protège les sols et contribue à la conservation des ressources aquifères. Jouir simplement de l'usufruit de notre patrimoine forestier, légué par nos ancêtres, est funeste pour la Patrie. Nous devons y veiller avec soin, dans notre propre intérêt et pour pouvoir le transmettre, accru, aux générations nouvelles.

Le gros bétail compte 31.000.000 de têtes, soit 7 millions de plus que lors du recensement de 1950. Pour en favoriser la reproduction, il a été accordé des crédits pour 165 millions de pesos. Il a été exporté 574.000 têtes de bétail et 17.000 tonnes de viande en conserve.

La campagne de développement avicole, entreprise en 1954, ayant bénéficié de la coopération nationale, enthousiaste et efficace, a atteint son but : supprimer les importations. Il est nécessaire de rappeler qu'en 1953 on importait ces denrées pour un montant de 120 millions de pesos. Le Gouvernement a créé 28 exploitations avicoles et nous disposons maintenant de 96 millions de volatiles et d'une production quotidienne de 22 millions d'œufs. En 1952, nous disposions d'à peine 46 millions de volatiles et de 8 millions d'œufs.

Il a été créé également 23 centres d'élevage de porcins, 40 centres d'insémination artificielle et 6 stations de reproduction. Cent douze entrepôts ont été construits pour emmagasiner 550.000 tonnes de grains.

L'Assurance Agricole, qui fonctionne à travers les Caisses Mutuelles et le Consortium de Compagnies privées, est une importante création du régime ayant pour but de résoudre le problème séculaire des sinistres à la campagne. Les cultures de 3 millions d'hectares de terres ont été assurées pour 2.200 millions de pesos au cours des années 1955 à 1957.

Les Caisses Mutuelles ont garanti — au cours de cet exercice — pour 1.500 millions de pesos de cultures. Le Gouvernement leur a alloué une subvention de 47 millions. L'Etat a pris l'engagement de combler le déficit entre le montant des sinistres et les primes encaissées, mais, lorsque l'on disposera de statistiques plus exactes, le soutien financier du Gouvernement devra se borner

aux régions et aux cultures où les primes seraient trop élevées pour les paysans économiquement faibles. Ce système est en train de s'étendre à l'ensemble du Mexique.

Une assurance agricole efficace, un système souple de prix garantis — susceptible d'assurer notre ravitaillement et d'éviter les excédents non exportables — des crédits et la sécurité de l'agriculture, sont des stimulants pour attirer de plus forts investissements des particuliers dans l'agriculture mexicaine.

L'accroissement de production obtenu au cours de cet exercice et du sexennat est dû à de meilleurs rendements à l'unité, du fait de la technique agricole, des crédits opportuns, des prix garantis, de l'utilisation d'engrais, d'insecticides et de produits d'arrosage, de l'augmentation des périmètres irrigués et de l'extension de l'assurance agricole et du bétail, mais aussi du travail efficace et sans trêve de nos petits agriculteurs et de nos collectivités agricoles. Les pluies de cette année assurent nos récoltes de la campagne 1958-1959.

*
**

Le domaine de San José de Cloete (Coahuila), mesurant 72.000 hectares, a été revendiqué par la Nation. Le Mexique a racheté le domaine de Bavicora, bien connu en raison des circonstances particulières qui avaient attiré l'attention du public. Les paysans du Chihuahua et les Mexicains aspiraient depuis de longues années à obtenir cette mesure équitable. La Nation vient de racheter aussi le domaine de l'historique Cananea, qui tient une place importante dans le souvenir national. La réintégration de ces terres — Cloete, Bavicora et, surtout, Cananea — à notre patrimoine, consacre une fois encore l'exercice de notre souveraineté et le zèle du Gouvernement pour assurer les causes de l'utilité légitime du pays.

*
**

Le Conseil pour l'Encouragement et la Coordination de la Production Nationale, composé de nombreux représentants des branches de l'économie — employeurs et travailleurs — a apporté au Gouvernement son précieux concours, en tant qu'organe consultatif du Pouvoir Exécutif Fédéral, sous forme d'importantes études, de rapports et de suggestions qu'il a établis en vue de résoudre les problèmes ayant trait à l'évolution croissante de l'économie nationale. Ses travaux sont méritoires.

*
**

La politique de prix garantis en vue d'améliorer les revenus du secteur rural a pris une importance capitale. Le maïs, qui valait 500 pesos la tonne en 1952, en vaut actuellement 800, et le blé est passé de 330 à 913 pesos.

Aux requêtes réitérées tendant à ce que le Gouvernement supprime la surveillance des barèmes officiels des articles consommés par les classes économiquement faibles, je répons une fois encore que cette suppression n'interviendra que lorsque la production de ces denrées les mettra à la portée de ces gens et qu'il n'y aura plus d'abus, car je reçois constamment des plaintes au sujet des prix illicites pratiqués sur de nombreux articles de consommation courante.

Nous sommes tous solidairement responsables de cette situation et nous devons poursuivre la lutte contre ces abus. Gouvernement Fédéral, Gouvernements des Etats, Autorités municipales, le commerce organisé et, en particulier, les consommateurs doivent aider à la création d'une conscience nationale pour aider à extirper ces abus.

La surveillance des prix n'est que le complément de

l'action fondamentale entreprise en vue d'attaquer ce problème dans ses causes essentielles qui sont : la traditionnelle distribution inégale du revenu national, les profits excessifs, l'insuffisance de rendement de certains secteurs de la production, l'insuffisance d'entrepôts, de frigorifiques et de silos pour conserver les réserves de vivres et, pour la plus grande part, le lourd appareil commercial, conséquence de pratiques désuètes et d'une pléthore d'intermédiaires.

Ce problème capital a pris des proportions démesurées depuis avril dernier.

Je l'ai souligné bien souvent et j'ai invité les représentants de cette catégorie de commerçants à limiter leurs bénéfices. Je renouvelle aujourd'hui cet avertissement. Non pas seulement parce que je suis tenu de protéger les secteurs auxquels j'ai fait allusion, mais aussi parce qu'il ne saurait y avoir de progrès général quand un groupe ou un secteur social obtient des avantages excessifs au détriment des autres. Et les mêmes gains ne pouvant être obtenus à toutes les époques, il est indispensable que des responsables intelligents des affaires réalisent une politique augmentant le volume des ventes grâce à des prix réduits et à des bénéfices moins élevés.

CHAPITRE VI

TRAVAUX D'INTERET PUBLIC

Le programme de travaux d'intérêt public a contribué au relèvement de la production et à l'amélioration des conditions sociales et financières de la population. Les ressources nécessaires aux besoins croissants du Mexique sont encore insuffisantes. Aussi devons-nous continuer de lutter pour les augmenter. Lorsque l'exécution de travaux d'intérêt public a été décidée, priorité a été accordée à ceux qui contribuent, directement et sans délai, au bien-être collectif.

Pour l'application du Programme d'Équipement Maritime, 131 millions de pesos ont été investis en 57-58. Au cours du sexennat, 737 millions ont été employés à la modernisation, à l'entretien et au dragage de nos ports des deux littoraux.

Il est évident que la construction d'ouvrages hydrauliques est urgente. Notre territoire a une superficie de 200 millions d'hectares. Seuls, 23 millions 1/2 sont des terres labourables, dont 3 millions 1/2 ne réclament pas d'irrigation, mais des drainages et des défenses contre les inondations. Les 20 millions restant ont besoin d'irrigation pour assurer la production et augmenter les rendements.

Au cours du sexennat, 1.260 millions de pesos ont été investis dans des ouvrages de grande irrigation, dont 163 millions pour l'exercice 57-58. Quant à la petite irrigation, celle-ci a coûté 286 millions pour le sexennat (74 millions en 57-58). Les Commissions chargées du développement des bassins les plus importants (El Fuerte, Papaloapan, Tepalcatepec, Grijalva, Vallée de México et Lerma-Chapala) ont dépensé 1.510 millions de pesos au cours du sexennat, dont 231 en 57-58. Le montant total de l'ensemble de ces travaux représente 3.056 millions de pesos.

Depuis 1926 — année où les gouvernements de la Révolution ont entrepris la construction d'ouvrages hydrau-

liques — à 1952, 1.482.000 hectares en ont bénéficié, et, de 1953 à 1958, 1.128.000 hectares. Nous disposons donc maintenant de 2.610.000 hectares de terres irriguées.

En 1957-58, 138 localités ont été alimentées en eau potable, au profit de 770.000 habitants, et des égouts ont été aménagés dans huit grandes villes; l'ensemble de ces travaux représente un financement de 187 millions de pesos. Au cours du sexennat, 875 localités ont été dotées d'un système d'adduction d'eau pour ravitailler 5.239.000 habitants, et 55 réseaux d'égouts ont été construits, pour une somme totale de 650 millions de pesos.

La construction et l'entretien des principales routes du pays ont été poursuivis, et la route de la Constitution, ainsi que l'autopiste México-Querétaro ont été achevées. Les travaux des routes du Sud-Est, entrepris au cours de ce sexennat, notamment dans les États de Tabasco, Campeche, Yucatán, Chiapas et le Territoire de Quintana Roo, ont été poussés — et certains achevés. Il a été donné un maximum d'impulsion à la construction de routes reliant les zones rurales, même les plus reculées, au réseau national.

Il a été investi 912 millions en 1957-58 et 4.176 au cours du sexennat, pour la construction de routes.

En 1952, le réseau routier — routes fédérales, routes en coopération et vicinales — avait une longueur de 23 000 kilomètres. Il est actuellement de 43.500, c'est-à-dire qu'il a été construit 20.500 kilomètres de routes au cours du sexennat. Le Mexique dispose maintenant de 90.000 kilomètres de pistes carrossables permettant un accès plus complet.

Les chemins de fer relevant du Ministère des Communications — y compris les réseaux Sonora-Basse-Californie, Sud-Est, Pacifique, Unis de Yucatán et Chihuahua-Pacifique — ont investi 428 millions de pesos en 57-58 et 2.295 millions au cours du sexennat, en frais de trafic, de construction, de réfection et d'amélioration générale des voies, matériel de traction et équipements, ainsi que dans la reprise des travaux du réseau de Chihuahua au Pacifique.

Les services aéronautiques internationaux, fournis par des entreprises mexicaines, ont été considérablement amplifiés. Actuellement, cinq lignes fonctionnent sur les sept attribuées au Mexique par la Convention Provisoire sur l'Aviation, intervenue — après plus de dix ans de négociations — avec les États-Unis, en mars 1957.

Les lignes qui correspondent au Mexique et qui desservent divers points des États-Unis totalisent maintenant plus de 5.000 kilomètres. Antérieurement à cet arrangement, les compagnies nationales n'effectuaient leurs vols que sur 350 kilomètres au-dessus du territoire américain.

Il a été investi 49 millions de pesos en 57-58 et 210 au cours du sexennat, en nouveaux aéroports et en édifices des Postes et Télégraphes. Pour les nouveaux réseaux de télécommunications, il a été dépensé 22 millions de pesos en 57-58 et 45 pour le sexennat, ainsi que 30 millions d'équipement ferroviaire pour la Poste.

Les Chemins de fer nationaux ont achevé, en 57-58, les gares de Monterrey et de Guadalajara, ainsi que la grande gare de la Vallée de México, pour un montant total de 358 millions de pesos. Au cours du sexennat, il a été construit 1.800 kilomètres de voies ferrées, et il a été achevé 5 100 fourgons et wagons à claire-voie, ainsi que 224 locomotives Diesel. Le financement global pour le sexennat, en voies, gares, ateliers, matériel de traction, ponts et équipement, s'est élevé à 2.200 millions de pesos.

Les Chemins de fer nationaux, de même que les

réseaux dépendant du Ministère des Communications et des Travaux Publics, réclament pour leur équipement et leur modernisation des investissements considérables que le peuple effectue pour le bien commun. Les cheminots doivent se considérer comme responsables pour répondre aux sacrifices faits par le peuple et à la confiance qu'il a déposée entre leurs mains et dans celles de l'Administration, en en faisant les gardiens de cet important patrimoine national.

Les Commissions Fédérales de Modernisation et d'Équipement ont exécuté, en 1957-58, pour 111 millions de pesos de travaux au profit des localités où elles fonctionnent, et pour 460 millions au cours du sexennat.

*
**

Dans le document que j'achève de lire, je me suis efforcé de résumer la situation générale du pays et les efforts fait par le Gouvernement au cours du sexennat, en accord avec le peuple, en vue d'accélérer le progrès national.

Chaque année le Régime s'est raffermi davantage et a eu une plus grande confiance dans l'action menée par lui, grâce à l'appui décisif de la collectivité. Journalièrement, nous arrivons à de nouvelles formules de compréhension et de collaboration, entre l'action officielle et celle des autres secteurs sociaux. Une telle conduite accentue la solidarité entre la Fédération et les États souverains, la Municipalité libre et le gouvernement en exercice. La paix intérieure représente l'énorme valeur nationale que nous devons toujours renforcer, dans le cadre des principes qui régissent notre vie républicaine.

Le gouvernement connaît — et il en est profondément reconnaissant — la confiance que le peuple lui a accordé, parce qu'il sait que nous n'avons pas dévié de la voie désignée au début du Régime que j'ai l'honneur de présider : labeur croissant et sans trêve, information toujours véridique, mettant la claire vérité devant le jugement du peuple qui sanctionne nos réalisations, car il sait bien que chaque nouvelle tâche entreprise n'a été inspirée que par le bien-être des Mexicains, et il sait également qu'il lui faut continuer dans les chemins choisis, en multipliant ses efforts et en les coordonnant avec un sens d'altruisme et d'intelligence afin qu'ils soient féconds. Seulement ainsi nous pourrions satisfaire aux besoins innombrables et toujours plus importants de notre grande famille mexicaine.

Les élections du 6 juillet dernier ont prouvé que, parallèlement aux progrès accomplis dans les divers aspects de la vie collective, le Mexique est en train d'acquiescer une plus grande maturité politique. Le Gouvernement dont je suis responsable a mis tout son effort à ce que les élections fussent l'expression de la volonté du peuple du Mexique. Avec une pleine conscience de ses droits et de ses responsabilités, le citoyen a bénéficié, sans aucune atteinte, de la liberté de suffrage que consacre notre Loi Fondamentale. La femme a exercé ses droits civiques avec un grand sens de responsabilité et avec enthousiasme. Le peuple a renouvelé son adhésion à la cause de la liberté et du progrès, pour laquelle il a lutté inlassablement depuis l'aube de son indépendance; et notre démocratie s'est renforcée par l'exercice effectif de la démocratie.

A la majorité individuelle d'âge des personnes, nous avons ajouté, la majorité d'âge social du plus large secteur de la vie mexicaine : la femme, soustraite pendant longtemps aux mouvements sociaux et politiques du pays. Les Pouvoirs publics, en menant cette conquête démocratique vers son expression définitive, n'ont pas oublié que depuis les journées patriotiques au cours desquelles la femme a écrit de nobles et belles pages, l'heure était venue de reconnaître que, dans les disciplines du foyer

et dans le cadre des travaux que le pays réalise sans trêve en confirmant son évolution, la femme avait eu une part active, intelligente et de tous points de vue fructueuse. Elle continuera à être le bastion principal de son foyer, en tant que mère, en tant qu'épouse, en tant que fille; les sermons trompeurs ne lui feront pas illusion; et elle n'ignore pas quelles sont les obligations de sa dignité de femme et de citoyenne, pour l'autonomie de la famille et pour la souveraineté de la Patrie.

La jeunesse, cet âge plein de promesses qui rénovera la trajectoire sociale, culturelle, politique et économique du Mexique, et qui devra se préparer avec soin, car elle sera légataire et responsable du devenir de la Nation Mexicaine, est et doit être un facteur très important du progrès national. Je suis certain que cette jeunesse, de laquelle nous attendons tant, saura par son idéalisme vigoureux, et surtout par son inspiration patriotique, continuer dans la voie de ses devoirs, sans se laisser égarer par des appels et des incitations à la perturbation. Je fais appel pour cela à l'action conjuguée du Gouvernement, des pères de famille, des instituteurs et de tous ceux qui ont le devoir inéluctable de conduire la jeunesse et de contrecarrer les influences néfastes. Nous croyons fermement qu'il en sera ainsi car, je le dis une fois encore, les jeunes sont notre meilleure promesse d'avenir.

Le principe de la non-réélection étant définitivement incorporé à la conscience publique, le renforcement des institutions républicaines qui s'ensuit — loin de diminuer l'unité d'action politique et sociale — contribue à rénover la vitalité de la Révolution Mexicaine et aide à transformer les méthodes et les procédés, en les mettant davantage en harmonie avec les circonstances de chaque époque. En faisant allusion une fois de plus à la Révolution Mexicaine, je n'évoque pas seulement l'étape de lutte ni les actes héroïques que le peuple dut réaliser pour imposer sa décision de faire du Mexique une Patrie nouvelle. Je me réfère surtout, à la permanence de son programme, qui inspire les lois dans tout le territoire national. Car, tant que subsistera l'injustice, cause première de l'inquiétude des esprits, la Révolution Mexicaine n'aura pas atteint tous ses buts. Combattre toutes les catégories d'injustice, c'est une autre mission que nous avons à remplir, nous tous, qui avons de l'influence sur la marche de la Nation.

L'existence et le perfectionnement des partis politiques, essentiellement démocratiques, hâtera le progrès social, politique et économique du Mexique, en respectant les normes que le Mexique a su se donner et qui nous ont conduits à un équilibre fécond de liberté et de stabilité. La disparition ou l'affaiblissement des autres partis, différents de celui qui groupe les grands secteurs de la collectivité mexicaine dans un esprit révolutionnaire mexicain, n'aurait pour résultat que d'amenuiser la force des principes démocratiques, héritage de nos mouvements sociaux les plus importants. L'unité de la Révolution est unité nationale.

Une analyse attentive et une réflexion sereine me poussent à parler des altérations portées à l'ordre public — surtout à partir du mois de mai dernier — par certains travailleurs de l'État — télégraphistes et instituteurs et par d'autres appartenant aux Services publics, cheminots et ouvriers du pétrole, qui, prenant comme prétexte l'augmentation de prestations et quelques difficultés syndicales, se sont livrés à des activités que la Nation ne peut tolérer sans grave dommage.

Tout en ne méconnaissant pas les dangers qu'entraînent de telles situations, le Gouvernement, avant de recourir à d'autres moyens, a préféré persuader et concilier, même si cela pouvait être taxé de complaisance, dans le double propos de connaître la nature exacte de ces réclamations et d'obtenir que les travailleurs reprennent leurs tâches et acceptent les décisions des autorités.

Au cours des derniers jours, divers groupes d'étudiants universitaires et d'autres instituts, sous couleur de manifester leur désapprobation devant l'augmentation très modique des prix des autobus de la capitale — autorisée par la Commission qui avait eu à étudier cette question et déterminée par la demande de relèvement faite par les travailleurs de ces mêmes secteurs — se sont livrés à des actes illicites qui ont pris parfois l'allure de déprédations. L'Etat a agi de nouveau selon le même critère pour discerner si ce désaccord est explicable; et parallèlement, afin de mettre un terme à l'agitation, il a dû recourir aux moyens lui permettant de maintenir l'ordre public.

La Nation tout entière a condamné ces faits, en considérant que pour aussi justifiées que soient les demandes de certains groupements pour obtenir ce qu'ils se considéraient en droit de réclamer, l'Etat ne peut permettre que soient utilisés des moyens préjudiciables au reste de la société.

J'ai la certitude que les auteurs de ces actes inexcusables se reprendront, qu'ils auront une plus nette conscience de leurs responsabilités et ne recommenceront pas à céder aux sollicitations qui les poussent au désordre. A mon grand regret, mais en conscience je dois le dire : au cas où de telles situations se reproduiraient, le Gouvernement les réprimera avec la plus grande énergie, en sauvegardant le désir de tous les Mexicains de ne pas voir interrompre leur travail, d'obtenir leur bien-être et surtout de voir sauvegardée la tranquillité indispensable au progrès de la Nation.

De telles manifestations que nous ne voulons ni minimiser ni grossir, ne diminuent pas notre ferme confiance dans l'avenir du Mexique. Je connais notre peuple, je sais ses vertus, et je suis certain que, avec la même énergie dont il s'est toujours servi pour faire face à l'adversité, il opposera une volonté inébranlable à l'action incontrôlée de ceux-là qui, je veux croire par pure irréflexion, appellent à des actes que non seulement la loi mais la raison même réprouvent sévèrement.

Les libertés publiques dont jouissent aujourd'hui les Mexicains sont le résultat de luttes rudes et tenaces, menées tout au long de notre histoire. Le Mexique s'est longtemps débattu entre deux extrêmes qui ont causé un préjudice incalculable à sa vie sociale, économique et politique : l'anarchie et la dictature. Nous avons dû supporter de grands sacrifices pour instaurer le régime de droit et les garanties des institutions démocratiques qui nous protègent. L'harmonie sociale dont jouit le peuple du Mexique et la tranquillité et la confiance qu'exigent son effort quotidien, sont le résultat de l'élimination radicale des facteurs négatifs de notre histoire. Cette harmonie et cette confiance, nous ne consentirons pas à les voir menacées par ceux-là qui, précisément parce qu'ils invoquent la liberté, doivent savoir que la liberté se gagne par le respect de la loi, et que la garantie de tout droit repose dans l'accomplissement strict du devoir correspondant.

En dehors des servitudes de la dictature et du chaos irresponsable de l'anarchie, nous continuerons à lutter pour affermir nos conquêtes moyennant un exercice responsable de la liberté et pour créer une valeur nouvelle dans la vie publique : celle de la solidarité sociale pour le bien collectif, sans prérogatives injustes ni privilège aucun.

Le Mexique sera plus libre dans la mesure où ses fils apprécieront davantage la valeur du devoir bien accompli et du droit non réclamé au détriment du droit des autres.

En oubliant — les uns par inconscience et les autres peut-être hantés par des mirages fallacieux — le moment que traversent le Mexique et le Monde, ils infiltrent le découragement, l'agitation et l'abandon, même s'il n'est

que momentané, des tâches ardues de toute la Nation. Nous n'avons jamais admis la violence et même nous la répudions. Mais là où la force est nécessaire pour maintenir le droit, le Gouvernement est obligé à l'employer, tout comme dans le cas de la provocation systématique de certains troubles qui, parce qu'ils sont concomitants et liés les uns aux autres, obligent l'autorité à jouer un rôle auquel elle ne peut se soustraire d'aucune façon : celui de maintenir l'ordre, nécessaire au progrès et condition de la liberté.

Jamais la solidarité nationale ne fut plus indispensable qu'aujourd'hui. Au cours d'une histoire pleine de vicissitudes, de souffrances et d'héroïsmes, nous avons atteint un ensemble irremplaçable d'objectifs et de buts communs, qui donnent son profil inoubliable à la Nation mexicaine. Nous avons la volonté irrévocable de vivre unis dans les principes de liberté, de démocratie, de progrès économique et de justice sociale, sous la protection du drapeau du Mexique, et rien ni personne ne pourra ébranler cette volonté. La solidarité nationale que nous demandons n'exclut pas, et même elle exige, que chaque individu, chaque groupe, chaque classe sociale lutte pour sa propre amélioration; mais sans oublier jamais que son droit trouve ses limites dans les droits des autres; que la prospérité collective n'est pas autre chose que la somme des efforts réalisés par tous les Mexicains, et que, au-dessus de tous les intérêts, se trouve l'intérêt suprême du Mexique. Et nous ne serions pas Mexicains si, en des moments décisifs, nous hésitions à faire taire nos divergences devant l'autel de la patrie.

Aux paysans et ouvriers, aux intellectuels et aux étudiants, aux fonctionnaires publics, industriels, commerçants et banquiers, à tous et à chacun des hommes et des femmes du Mexique incombe une part de la responsabilité — grande ou petite — de la mission de renforcer l'unité nationale. Et ce devoir primordial incombe, surtout, à ceux qui, de par leur situation au sein de la famille, dans les écoles, les universités, les instituts techniques, les organisations de travailleurs de la ville et de la campagne, écrivains et journalistes, ont l'autorité morale d'orienter les autres dans le chemin de la sagesse, de l'ordre public, de l'inspiration patriotique.

Notre lutte contre toutes les agitations antipatriotiques et perturbatrices ne signifie pas la méconnaissance, ni moins encore l'approbation des injustices qui sont bien des fois la cause du désaccord de certains secteurs sociaux. Nous continuons à nous engager, peuple et Gouvernement étroitement unis, à extirper ces injustices dans les limites que signale notre Constitution. Ma conviction profonde est que, en réalisant plus vigoureusement, jour après jour les programmes et les doctrines de notre Révolution mexicaine, nous atteindrons graduellement, mais sûrement, le progrès économique et social auquel tend la collectivité tout entière et l'affirmation de nos idéaux démocratiques.

Nous sommes en 1958 et nous sommes au Mexique. Or, ce qui revient au même, nous vivons une époque où la velléité de certains retours politiques en arrière se paient généralement par la rigueur de la dictature, et où les promesses de subites et profondes métamorphoses sociales copiées artificiellement impliquent souvent des menaces tangibles pour la liberté que nous aimons si profondément. D'autre part, nous appartenons à une collectivité qui a besoin de nombreuses années de paix intérieure pour pouvoir mieux organiser sa vie économique, sociale et culturelle de façon à renforcer de plus en plus la souveraineté politique de la République.

Nous devons progresser avec une hardiesse méditée, avec la plus grande clairvoyance. Les dernières élections — j'en suis certain — ont prouvé que, dans l'âme de notre peuple, ces deux lignes de conduite non seulement ne s'opposent pas, mais sont complémentaires. Elles ont

témoigné de notre persévérance et, dans la pratique, de leur efficacité. Et elles continueront à en témoigner dans l'avenir, parce que le Mexique le demande, et parce que, je veux le dire une fois encore : nous devons rendre possible ce qui est nécessaire. Cependant, il ne faut pas oublier non plus que toute exigence qui prétendrait ignorer la réalité nationale et réclamerait des avantages injustifiés, alors que tant de gens manquent de tout, serait, non seulement inhumaine, mais mériterait l'anathème social.

Les approches de la transmission du Pouvoir Exécutif ne doivent autoriser personne, et moins encore les fonctionnaires et serviteurs de l'Etat, à négliger les tâches qui leur incombent. Cela léserait le progrès de la Patrie. La main la plus digne est celle du citoyen qui n'a pas cessé un seul instant de travailler au développement du Mexique.

Nous sommes arrivés à la fin d'un Régime que le suffrage des citoyens a mis sous notre responsabilité, et il est juste de déclarer que, dans les décisions de la plus haute importance pour la vie nationale et même dans les tâches moins grandes, nous n'avons jamais perdu de vue ce but fondamental : accélérer le processus historique qui doit faire atteindre au peuple les plus hauts niveaux d'harmonie, de labeur et d'union.

Les travaux entrepris à des étapes de gouvernement distinctes sont habituellement considérées comme des travaux tronqués ou des buts non réalisés. Mais, à l'heure

du bilan, il sera facile de remarquer que ce qui a pu paraître insuffisant au commencement d'un projet, acquiert réalité et grandeur lorsqu'il représente le volume total d'un effort continu. Ainsi, comme notre gouvernement a eu à mener à leur fin des travaux entrepris par nos prédécesseurs, une bonne partie de nos efforts et de nos énergies furent consacrés à entreprendre des œuvres qui appartiendront aussi bien à notre étape qu'à celle des futurs gouvernements. Nous avons hérité de nombreuses tâches déjà en cours d'exécution. Il nous faut maintenant en léguer d'autres, pour permettre au pays de poursuivre sa marche toujours ascendante.

Si le Mexique a pu franchir les étapes de son progrès avec confiance et assurance c'est parce qu'il lui a été possible de faire prévaloir, dans la famille mexicaine, un profond esprit de paix et de travail. L'inébranlable décision de tous les Mexicains de maintenir l'équilibre social à tout prix, a été indéniablement la source la plus salutaire de nos réalisations intérieures, de nos rapports avec le monde, de notre pacte avec l'histoire.

Les résultats de notre gestion de gouvernement constituent l'œuvre que réalisèrent des hommes, des femmes et des institutions mexicaines auxquels j'exprime ma profonde reconnaissance pour leur fidélité, leur empressement et leur dévouement illimité à la vocation du Mexique. Ensemble nous avons travaillé, en étroit contact avec ce peuple admirable, n'ayant que deux objectifs constants : faire honneur à la Révolution et servir la Patrie.